

RCS : BOULOGNE SUR MER

Code greffe : 6202

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOULOGNE SUR MER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 60124

Numéro SIREN : 424 442 762

Nom ou dénomination : BORALEX

Ce dépôt a été enregistré le 18/09/2018 sous le numéro de dépôt 4735



KPMG Entreprises
Grenoble/Dauphiné
9 avenue du Granier
CS 80158
38244 Meylan Cedex
France

Téléphone : +33 (0)4 76 90 80 80
Télécopie : +33 (0)4 76 41 10 76
Site internet : www.kpmg.fr

BORALEX S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

BORALEX S.A.S.

71, rue Jean Jaures - 62575 Blendecques

Ce rapport contient 21 pages

Référence : E1-1-1



**KPMG Entreprises
Grenoble/Dauphiné**
9 avenue du Granier
CS 80158
38244 Meylan Cedex
France

Téléphone : +33 (0)4 76 90 80 80
Télécopie : +33 (0)4 76 41 10 76
Site internet : www.kpmg.fr

BORALEX S.A.S.

Siège social : 71, rue Jean Jaures - 62575 Blendecques
Capital social : €. 7.486.000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'Associé unique de la société Boralex,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Boralex relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Titres de participation :

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2017 s'établit à 86.228.298 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans les notes II b « Immobilisation financière » et IV E « Titres de participation » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles établies sous le contrôle de la direction générale.

Continuité d'exploitation :

La note III « Continuité d'exploitation » de l'annexe fait état des incertitudes pesant sur la continuité d'exploitation.

Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous estimons que la note de l'annexe donne une information appropriée sur la situation de la société au regard de l'incertitude, pesant sur la continuité d'exploitation.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

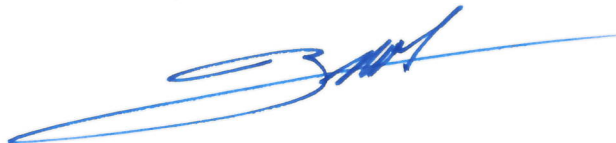
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Meylan, le 28 juin 2018

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.



Jean-Marc Baumann
Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	5 040		5 040	5 040
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	526 488	47 475	479 013	506 641
Constructions	2 117 202	648 859	1 468 343	1 574 104
Installations techniques, matériel et outillage industriels	769 604	481 041	288 563	368 265
Autres immobilisations corporelles	456 202	401 296	54 906	72 517
Immobilisations corporelles en cours	159 767		159 767	12 783
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	91 728 298	5 500 000	86 228 298	79 057 590
Créances rattachées aux participations				1 501 000
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	17 181		17 181	29 250
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	95 779 782	7 078 671	88 701 111	83 127 191
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	85 910		85 910	29 400
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 340 695		1 340 695	
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	11 364 623		11 364 623	6 613 181
Autres créances	91 581 626		91 581 626	80 519 899
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	3 840		3 840	3 840
Disponibilités	23 984		23 984	638 334
Charges constatées d'avance (3)	338 667		338 667	87 289
TOTAL ACTIF CIRCULANT	104 739 347		104 739 347	87 891 943
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	200 519 128	7 078 671	193 440 457	171 019 134
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			88 296 233	81 172 843

Bilan passif

	31/12/2017	31/12/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital	7 486 000	7 486 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	18 684 000	18 684 000
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	122 310	122 310
Réserves statutaires ou contractuelles	14 153	14 153
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-9 251 374	-5 262 105
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-10 160 819	-3 989 269
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 894 270	17 055 089
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	557 185	384 903
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	557 185	384 903
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	57 712 495	57 938 507
Emprunts et dettes financières diverses (3)	117 488 131	91 859 211
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 983 264	1 586 418
Dettes fiscales et sociales	2 805 112	2 195 007
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	185 989 002	153 579 142
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	193 440 457	171 019 134
(1) Dont à plus d'un an (a)	128 959 061	57 555 491
(1) Dont à moins d'un an (a)	57 029 941	96 023 651
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 426 602		4 426 602	5 285 172
Chiffre d'affaires net	4 426 602		4 426 602	5 285 172
Production stockée				
Production immobilisée			239 034	106 726
Subventions d'exploitation				18 000
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			1 812 749	1 087 926
Autres produits			430	
Total produits d'exploitation (I)			6 478 815	6 497 824
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			12 121	11 429
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			8 076 098	4 600 663
Impôts, taxes et versements assimilés			185 335	86 059
Salaires et traitements			3 668 032	2 920 244
Charges sociales			1 700 275	1 207 681
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			245 568	239 336
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			172 282	241 705
Autres charges			405 403	230 142
Total charges d'exploitation (II)			14 465 113	9 537 258
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-7 986 297	-3 039 434
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			4 785 800	689 778
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			97 212	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			4 883 012	689 778
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			5 000 000	
Intérêts et charges assimilées (4)			4 396 140	3 792 897
Différences négatives de change			1 802	-31 148
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			9 397 942	3 761 750
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-4 514 930	-3 071 972
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-12 501 227	-6 111 406

Compte de résultat (suite)

	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	22 429	
Sur opérations en capital	16 376 446	25 309 645
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	16 398 874	25 309 645
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 873	232
Sur opérations en capital	16 376 446	25 309 645
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	16 378 319	25 309 877
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	20 556	-232
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-2 319 853	-2 122 369
Total des produits (I+III+V+VII)	27 760 702	32 497 247
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	37 921 520	36 486 516
BENEFICE OU PERTE	-10 160 819	-3 989 269
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	49 814	18 683
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	985 800	689 778
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	2 047 926	3 102 474

BORALEX S.A.S.

ANNEXE AU 31 DECEMBRE 2017

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

L'objet social de notre société porte à la fois sur la prise de participation dans des entreprises de production d'énergie et d'autre part sur la fourniture de services à des sociétés de ce secteur.

Le 30 Novembre 2017, une diminution de capital de Boralex Saint Georges et de Boralex Ménétréols a été effectuée au profit de l'associé unique.

Au cours de l'exercice, Boralex SAS a fait l'acquisition des sociétés suivantes :

- Boralex Caumont Chériennes pour un montant de 5 000€
- Boralex Helfaut pour 5 pour un montant de 5 000€
- Boralex Coteaux de Blaiseron pour un montant de 37 000€
- Boralex Peyrolles pour un montant de 5 000€
- Boralex Mercoeur II pour un montant de 5 000€
- Boralex Fontaine les Boulans pour un montant de 5 000€
- Boralex Febvin Palfart pour un montant de 5 000€
- Boralex Ste Christine pour un montant de 10 000€
- Boralex Eole 5 pour un montant de 5 000€
- Boralex Massif du Devès pour un montant de 5 000€
- Vents de Haut Somme pour un montant de 5 000€
- Vents de la Plaine Picarde pour un montant de 5 000€
- Boralex Eole 4 pour un montant de 5 000€

Les titres de Vents de l'Est Cambrésis ont été cédés à Boralex Sainte Séverine pour un montant de 16 360 256€.

II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

La société BORALEX SAS vient d'achever son dix-huitième exercice social dont la durée a été de 12 mois.

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général, qui a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

(a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

- Bâtiment, aménagements et constructions, amortis sur une durée de 10 à 20 ans.
- Matériels de bureau, amortis sur une durée de vie de 5 ans.
- Matériels et outillage, amortis sur une durée de vie de 5 ans.

- Matériels informatiques, amortis sur une durée de 5 ans.
- Matériels de transport, amortis sur une durée de vie de 4 ans.

(b) Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par leur coût d'acquisition, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire de ces titres, généralement déterminée sur la base des capitaux propres des sociétés considérées, est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Toutefois, aucune provision n'est constituée sur les participations récemment acquises lorsque les perspectives de ces entreprises ne le justifient pas.

A noter qu'une provision de 5 000 K€ a été constituée sur les titres de participations d'European Forest Ressources (Scotland LP) suite à une évaluation des actifs de cette société (parcs forestiers, immobiliers...) sur l'exercice 2017.

(c) Stocks : Non significatif

(d) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond aux ventes de services entrant dans le cadre de l'activité principale de la société conformément aux Conventions de Prestations de Services mises en place. Il s'entend net de taxes mais avant déduction des frais de transport sur ventes et des escomptes hors factures accordés aux clients pour paiement anticipé (comptabilisés en frais financiers).

(e) Conversion des éléments en devises étrangères

Les actifs et les passifs exprimés en devises étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice (taux de clôture).

(f) Indemnités de fin de carrière et charges de retraite

Par suite de conventions collectives ou de dispositions légales en vigueur, la société a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de départ à la retraite.

Les obligations relatives aux droits acquis par le personnel sont provisionnées sur la base d'un calcul actuariel pour l'ensemble du personnel.

III – CONTINUITE D'EXPLOITATION

En date du 20 juin 2018, la société Boralex SAS a reçu de sa société mère Boralex Inc, un engagement de support financier au maintien de son activité et à sa continuité d'exploitation.

IV – ANALYSE DETAILLEE PAR POSTES

A) VARIATION DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS EXERCICE CLOS LE 31/12/2017						
IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
		consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence	Acquisitions, créations, apports et versements de poste à poste	par virement de poste à poste	par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence	
<i>Immobilisations incorporelles</i>	-	-	-	-	-	-
Autres postes	5 040	-	-	-	-	5 040
TOTAL II	5 040	-	-	-	-	5 040
<i>Immobilisations corporelles</i>	-	-	-	-	-	-
Terrain	526 487	-	-	-	-	526 487
Constructions sur sol propre	1 747 836	-	8 584	-	-	1 756 420
Constructions Installation générale	-	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	358 250	-	2 531	-	-	360 781
Installations générales, agencements, aménagements divers	769 603	-	-	-	-	769 603
Matériel de transport	26 771	-	-	-	-	26 771
Matériel de bureau et informatique, mobilier	425 681	-	3 750	-	-	429 431
Immobilisation en cours	12 783	-	159 767	12 783	-	159 767
TOTAL III	3 867 411	-	174 632	12 783	-	4 029 260
<i>Immobilisations Financières</i>	-	-	-	-	-	-
Autres participations	81 058 590	-	34 333 955	-	23 664 246	91 728 299
Prêts	29 249	-	4 120	-	16 189	17 180
TOTAL IV	81 087 839	-	34 338 075	-	23 680 435	91 745 478
TOTAL GENERAL	84 960 290	-	34 512 706	12 783	23 680 435	95 779 728

B) VARIATION DES AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS	Montant des amort début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant des amort fin exercice
CADRE A	Situations et mouvements de l'exercice des amortissements techniques			
<i>Immobilisations incorporelles</i>	-	-	-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
<i>Immobilisations corporelles</i>	-	-	-	-
Terrains	19 846	27 629	-	47 475
Constructions - sur sol propre	378 432	78 247	-	456 679
Constructions - sur sol d'autrui	-	-	-	-
Constructions - Inst. générales, agencements, ...	153 550	38 629	-	192 179
Installations techniques, matériel et outillage	401 338	79 702	-	481 040
Autres corps, Inst. Générales, ...	-	-	-	-
Autres corps, Mat. De transport	25 964	806	-	26 770
Autres corps, Matériel de bureau et informatique, mobilier	353 969	20 555	-	374 524
Autres corps, Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL	1 333 099	245 568	-	1 578 667
CADRE B	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires			
AMORTISSEMENTS	-	Dotations	Reprises	-
<i>Dérogatoires</i>	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-

C) VARIATION DES PROVISIONS

PROVISIONS				
EXERCICE CLOS LE 31/12/2017				
PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations Dotation de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<i>Provisions réglementées</i>		<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	
Amortissements dérogatoires			-	-
TOTAL I	-	-	-	-
<i>Provisions pour risques et charges</i>		<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	
Provision pour pensions et charges	384 903	172 282		557 185
TOTAL II	384 903	172 282	-	557 185
<i>Provisions pour dépréciation</i>		<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	
Titre de participation	500 000	5 000 000	-	5 500 000
TOTAL III	500 000	5 000 000	-	5 500 000
TOTAL GENERAL (I + II + III)	884 903	5 172 282	-	6 057 185

D) PRISES DE PARTICIPATION – PRISES DE CONTROLE

A titre de prise de participation, la société a acquis en 2017 100% des parts des sociétés suivantes :

- Boralex Caumont Chériennes
- Boralex Helfaut
- Boralex Coteaux de Blaiseron
- Boralex Peyrolles
- Boralex Mercoeur II
- Boralex Fontaine les Boulans
- Boralex Febvin Palfart
- Boralex Ste Christine
- Boralex Eole 5
- Boralex Massif du Devès
- Vents de Haut Somme
- Vents de la Plaine Picarde
- Boralex Eole 4

E) TITRES DE PARTICIPATION

La valorisation des titres des participations au 31 décembre 2017 a donné lieu à un examen détaillé sur la base des principes comptables décrits dans l'Annexe. Les situations des filiales appellent les remarques suivantes :

Boralex Blendecques SAS

Au cours de l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2017 la société a dégagé un bénéfice de 538.105 euros pour un chiffre d'affaires de 9 058 157 euros. A cette date, les fonds propres de la société s'élèvent à 3.344 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'année 2018 sont positives.

Boralex Avignonet SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un bénéfice de 479.211 euros pour un chiffre d'affaires de 1.195.236 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 2.230 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'année 2018 sont positives.

Boralex Chépy SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un bénéfice de 256.209 euros pour un chiffre d'affaires de 578.211 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 649 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'année 2018 sont positives.

Boralex Nibas SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un bénéfice de 821 984 euros pour un chiffre d'affaires de 1.659.440 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 2.911 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'année 2018 sont positives.

Boralex Massif Central SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un bénéfice de 13.087.788 euros pour un chiffre d'affaires de 23.906.546 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 29.392 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'année 2018 sont positives.

Boralex Avignonet 2 SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un profit de 586.290 euros (dont 231.469 euros de reprise sur amortissement dérogatoire) pour un chiffre d'affaires de 899.031 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 1 315 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'exercice 2018 sont positives.

Boralex Ménétréols SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 461.192 euros (dont 793.735 euros de dotation sur amortissement dérogatoire) pour un chiffre d'affaires de 4.191.211 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 5.386 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'exercice 2018 sont positives.

Boralex Saint Georges SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un bénéfice de 4.589 euros (dont 179.812 euros de dotation sur amortissement dérogatoire) pour un chiffre d'affaires de 1.051.487 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 1.361 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'exercice 2018 sont positives.

Boralex Solaire les Cigarettes SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 355.770 euros (dont 452.967 euros de dotation sur amortissement dérogatoire) pour un chiffre d'affaires de 1.330.203 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à - 442 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'exercice 2018 sont positives.

Ferme Eolienne Touvent SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 483.508 (dont 996.126 euros de dotation sur amortissement dérogatoire) pour un chiffre d'affaires de 2.433.308 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à -180 milliers d'euros. Les prévisions d'exploitation de la société pour l'exercice 2018 sont positives.

Ecotera SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un bénéfice de 4.287.404 euros (le parc étant en construction, il n'y a pas de chiffre d'affaire sur l'exercice). A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 4.491 milliers d'euros.

Les Vents du Catésis SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 240.948 (le parc étant en cours de développement, il n'y a pas de chiffre d'affaire sur l'exercice). A cette date les

fonds propres de la société s'élèvent à -313 milliers d'euros. Le parc est actuellement en cours de développement.

Les Vents du Sud Artois SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 502.402 (le parc étant en cours de développement, il n'y a pas de chiffre d'affaire sur l'exercice). A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à - 574 milliers d'euros. Le parc est actuellement en cours de développement.

Les Vents du Sud Cambrésis SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 93.420 (le parc étant en cours de développement, il n'y a pas de chiffre d'affaire sur l'exercice). A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à -641 milliers d'euros. Le parc est actuellement en cours de développement.

Les Vents du Cambrésis SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 95.763 euros (le parc étant en cours de développement, il n'y a pas de chiffre d'affaire sur l'exercice). A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à - 233 milliers d'euros. Le parc est actuellement en cours de développement.

Les Vents du Santerre SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 201.462 euros (le parc étant en cours de développement, il n'y a pas de chiffre d'affaire sur l'exercice). A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à -484 milliers d'euros. Le parc est actuellement en cours de développements.

Les Vents de Picardie SAS

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 56.981 euros (le parc étant en cours de développement, il n'y a pas de chiffre d'affaire sur l'exercice). A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à - 208 milliers d'euros. Le parc est actuellement en cours de développement.

Groupeement Forestier Bois de l'Avenir

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 141.475 euros pour un chiffre d'affaires de 998.634 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 15.913 milliers d'euros.

European Forest Ressources (Scotland LP)

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 895.238 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à 9.019 milliers d'euros.

Boralex Coteaux de Blaiseron

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 87.506 euros. A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à - 51 milliers d'euros. Le parc est actuellement en cours de construction.

Boralex Ste Christine

Les comptes de l'exercice de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître un déficit de 153.348 euros (le parc étant en cours de développement, il n'y a pas de chiffre d'affaire sur l'exercice). A cette date les fonds propres de la société s'élèvent à - 143 milliers d'euros.

Boralex Caumont Chériennes - Boralex Peyrolles - Boralex Helfaut - Boralex Mercoeur II - Boralex Fontaine les Boulans - Boralex Febvin Palfart - Boralex Eole 5 - Boralex Massif du Devès - Boralex Vents de Haute Somme - Boralex Eole 4

Le premier exercice de ces sociétés débute le 1^{er} janvier 2018.

F) CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Les charges à payer s'élèvent à 2 011 507 euros au 31 décembre 2017 et se composent de :

- Fournisseurs – factures non parvenues :	1.023.881 euros
- Dettes fiscales et sociales :	459.350 euros
- Intérêts courus :	193.050 euros
- Provision pour congés payés	582.381 euros

G) CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS

Néant

H) CAPITAL

Le capital social s'élève à 7.486.000 euros et se compose à la clôture de l'exercice de 788.000 actions de 9,50 euros de nominal.

I) PROVISION POUR CHARGES

Comme indiqué à la note 1(f), les engagements relatifs aux indemnités à verser lors du départ des employés à la retraite sont enregistrés au bilan. L'évaluation de ces engagements a été effectuée au 31 décembre 2017 sur la base d'un calcul actuariel. Les calculs ont été effectués à partir d'un taux de rendement net de 2 % et d'une hypothèse de départ en retraite à 65 ans.

La valeur actuelle de la dette totale représente à ce jour les droits acquis par le personnel, sous réserve de leur maintien dans l'entreprise jusqu'à l'âge de leur départ en retraite, sur la base des salaires connus.

J) CREANCES ET DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

K) EMPRUNT AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Un emprunt a été contracté en 2010 auprès de la BNP, afin de financer l'extension du bâtiment du Puy en Velay. L'engagement est de 242 931 € au 31 décembre 2017.

Un emprunt a été contracté en 2009 auprès de la BNP afin de financer l'extension du bâtiment de Blendecques. L'engagement est de 215 865 € au 31 décembre 2017.

Un emprunt a été contracté en 2015 auprès de la BNP, afin de financer l'extension du bâtiment de Blendecques. L'engagement est de 1 093 027 € au 31 décembre 2017.

Un emprunt a été contracté en 2016 auprès de la BNP. L'engagement est de 17 200 000 € au 31 décembre 2017.

Un emprunt a été contracté en 2016 auprès de la BNP. L'engagement est de 28 500 000 € au 31 décembre 2017.

L) SITUATION FISCALE

Résultat fiscal de la société

Les différences entre le résultat fiscal et le traitement comptable de certaines opérations sont les suivantes:

Nature de la différence	Effet sur le résultat imposable de l'exercice Augmentation/ (Diminution)
Amendes et pénalités	1 873
Provisions et charges à payer non déductibles	172 281
TVTS	23 351
Loyer excédentaire sur CB véhicules	6 806
Réintégration charges de mécénat pour crédit impôt	93 750
Réintégration prov dépréciation des titres	5 000 000
Intérêts différés art. 212 II du CGI	2 420 539
Frais d'acquisition	84 184
Produit net des actions et parts d'intérêts	-3 762 000
Frais d'acquisition ECOTERA	-103 389
Crédit impôt	-194 616
Perte GFBA	-146 074
Perte FRP	-69 244
Reduction capital Ménétreols et st georges	-97 009
Intérêts moratoires	-202
Frais d'acquisition	-4 916
Economie d'impôt	-2 274 556
Total	1 150 778

Intégration fiscale :

Boralex SAS est intégrée fiscalement depuis le 1er janvier 2004 avec l'ensemble des sociétés du groupe en France détenus à plus de 95%, directement ou indirectement.

Boralex SAS est la société mère du groupe d'intégration fiscale.

Conformément aux modalités d'application de l'intégration fiscale, il est retenu le principe de neutralité par lequel, dans la mesure du possible, les filiales doivent constater dans leurs comptes pendant toute la durée d'intégration dans le groupe société Boralex SAS une charge ou un produit d'impôt analogue à celui qu'elles auraient constaté si elles n'avaient pas été intégrées.

L'économie d'impôt générée par l'intégration fiscale et conservée par Boralex S.A.S. s'est élevée à 2.618.349 euros pour l'exercice 2017.

Crédits d'impôt :

a) Crédit d'impôt Compétitivité Emploi

La société a constitué un crédit d'impôt compétitivité emploi à hauteur de 153.919 € à un taux de 7%. Le CICE N-1 a été utilisé pour renforcer les équipes et concourir à leurs formations. Il n'a pas servi à distribuer des dividendes.

b) Crédit d'impôt apprentissage

La société a constitué un crédit d'impôt apprentissage à hauteur de 1.600€.

c) Crédit d'impôt famille

La société a constitué un crédit d'impôt famille à hauteur de 19.593 €.

d) Crédit d'impôt recherche

La société a constitué un crédit d'impôt recherche à hauteur de 6.224 €.

e) Crédit d'impôt mécénat

La société a constitué un crédit d'impôt mécénat à hauteur de 13.280 €.

V - ENGAGEMENTS FINANCIERS - OPERATIONS POSTERIEURES

Engagements relatifs aux prêts immobiliers

La société Boralex SAS a contracté 2 emprunts immobiliers (un de 500 000€ pour le bâtiment de Blendecques et un de 520 000 € pour le bâtiment de Chaspuzac).

La société Boralex SAS a également contracté sur l'exercice 2015 un prêt immobilier pour l'extension du bâtiment de Blendecques pour un montant de 1 200 000€.

Boralex SAS a consenti une hypothèque de premier rang sur chacun des 2 bâtiments financés.

Engagements relatifs aux autres prêts

Le prêt de 28 500 k€ contracté en 2016 a pour garanties le nantissement de 1.952.195 parts sociales soit 19 522 k€ de participations de la société Groupement Forestier des Bois de l'Avenir dont le n° SIRET est 504 892 001, société immatriculée à Saint Brieuc

Le prêt de 17 200 k€ contracté en 2016 a pour garanties une Stand by Letter of Crédit (SBLC) en provenance de la National Bank of Canada à 100% en faveur de BNP Paribas.

VI – TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières	Capital	Résultat net comptables 2017	Autres Capitaux Propres	Quote part du Capital détenu	Valeur Comptable des titres (nettel)	Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires 2017	Dividendes encaissés
(en €)									
Boralex Blendecques SAS	1 250	538	1 556	100%	1 586	222	-	9 058	3 800
Boralex Massif Central SAS	37	7 131	16 267	100%	735	20 178	-	23 907	
Boralex Avignonet SAS	40	479	1 711	100%	2 644	414	-	1 195	
Boralex Chépy SAS	37	256	356	85%	500	-	-	578	
Boralex Nibas SAS	37	822	2 052	95%	973	1	-	1 659	
Boralex Avignonet II SAS	37	586	692	100%	37	-	-	899	
Boralex Ménétréols	4 900	- 461	946	100%	4 847	-	-	4 191	
Boralex Solaire les Cigarettes	37	- 356	-123	100%	37	3 220	-	1 330	
Ferme Eolienne Touvent	-	- 484	303	100%	3 072	1 879	-	2 433	
Boralex Saint Georges	1 118	5	238	100%	1 080	-	-	1 051	
Ecotera SAS	37	4 287	167	100%	23 238	11 280	-	-	
Les Vents du Catésis SAS	9	- 241	-81	100%	98	364	-	-	
Les Vents du sud Artois	9	- 502	-80	100%	8 664	8 745	-	-	
Les Vents du sud Cambrésis	9	93	-556	100%	145	634	-	-	
Les vents du Cambrésis SAS	250	- 96	-387	100%	98	332	-	-	
Les Vents du Santerre SAS	250	- 201	-533	100%	113	522	-	-	
Les Vents de Picardie SAS	250	- 57	-401	100%	193	202	-	-	
EFR Scotland LP	11 301	- 895	-1 388	100%	17 200	-	-	-	
Groupement Forestier Bois de	19 521	- 141	-3 468	100%	25 788	3 873	-	-	
Boralex Caumont Chériennes	5	-	-	100%	5	312	-	-	
Boralex Coteaux de Blaiseron	37	- 88	-	100%	37	3 561	-	-	
Boralex Ste Christine	10	- 153	-	100%	10	-	-	-	
Préveranges	37	- 8	1	100%	37	10	-	-	
Le Pelon	37	- 69	1	100%	37	3 640	-	-	

VII – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DCFIP N° 2057 2018

Formulaire obligatoire (article 51 A,
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SASU BORALEX										Néant ☐ *	
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN					
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US					
	Autres immobilisations financières	UT	17 180	UV		UW	17 180				
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA									
	Autres créances clients	UX	11 364 623		11 364 623						
	Créance représentative de titres (factures pour dépenses prêts ou remis en garantie * (autres avances constatées))	UO									
	Personnel et comptes rattachés	UY	33 400		33 400						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ									
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	433 111		433 111					
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	200 599		200 599					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN								
		Divers	VP								
	Groupe et associés (2)	VC	90 914 515		2 618 283		88 296 232				
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR									
	Charges constatées d'avance	VS	338 666		338 666						
	TOTAUX		VT	103 302 096	YU	14 988 683	WV	88 313 413			
	REVENUS	(1) Montant des	VD								
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VE									

CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		TY									
Autres emprunts obligataires (1)		TZ									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG									
	à plus d'1 an à l'origine	VH	57 712 494		46 241 565		10 842 507		628 421		
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		IA									
Fournisseurs et comptes rattachés		IB	7 983 263		7 983 263						
Personnel et comptes rattachés		IC	403 406		403 406						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		ID	657 655		657 655						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	IE									
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	1 741 781		1 741 781						
Obligations cautionnées		VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	2 269		2 269						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		IJ									
Groupe et associés (2)		VI	117 488 131						117 488 131		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		IK									
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie *		ZI									
Produits constatés d'avance		IL									
TOTAUX		VY	185 989 002	VZ	57 029 940		10 842 507		118 116 553		
REVENUS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	WJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL						
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	332 302	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032							

VIII – TRANSFERTS DE CHARGES

Les transferts de charges s'élèvent à 1 813 k€ et correspondent principalement à :

- Refacturation des assurances (826 k€)
- Refacturation d'honoraires (807 k€)
- Refacturation de frais de déplacement (52 k€)
- Refacturation de contrat de maîtrise d'ouvrage (35 k€)
- Refacturation de matériel informatique (37 k€)
- Refacturations diverses (56 k€)

IX – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	31/12/2016	Mouvements de l'exercice	Mouvements de l'exercice	31/12/2017
Capitaux propres				
Capital social	7 486 000			7 486 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport ...	18 684 000			18 684 000
Réserve légale	122 310	0		122 310
Réserves statutaires ou contractuelles	14 153			14 153
Report à nouveau	-5 262 105	-3 989 269*		-9 251 374
Résultat de l'exercice	-3 989 269	3 989 269	-10 160 819	-10 160 819
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES à la clôture de l'exercice	17 055 089	0	-10 160 819	6 894 270

* Le mouvement de l'exercice correspond à l'affectation du résultat de 2016 de – 3 989 269 €
Le capital de 7 486 000€ est composé de 788.000 actions de 9,50 euros de nominal.

X – DEFICITS REPORTABLES dans le cadre de l'intégration fiscale

Suivi des déficits	
Solde à l'ouverture	83 695 537
Déficits imputés	-2 031 182
Déficits nés au titre de l'exercice	0
TOTAL des déficits à la clôture	81 664 355

XI – AUTRES INFORMATIONS

A) DIRIGEANTS

Au 31 décembre 2017, la société est dirigée par Monsieur Patrick LEMAIRE agissant en qualité de Président et par Monsieur Patrick DECOSTRE agissant en qualité de Directeur Général et par Messieurs Jean-François THIBODEAU et Sylvain AIRD agissant en qualité de Directeurs Généraux Délégués et par Monsieur Julien STA agissant en qualité de Directeur Général Délégué. Les dirigeants disposent des mêmes mandats dans les entreprises liées à Boralex SAS en France.

Par ailleurs, Monsieur Patrick LEMAIRE est également Président de la société Boralex Inc., Monsieur Jean-François THIBODEAU exerce la fonction de Vice-Président et Chef de la Direction Financière de Boralex Inc. Monsieur Sylvain AIRD exerce la fonction de Vice-Président Affaires Juridiques et Secrétaire Corporatif. Monsieur Julien STA exerce la fonction de Directeur Financier et Trésorerie de cette même société.

B) EFFECTIFS AU 31 DECEMBRE 2017

L'effectif de BORALEX SAS au 31 décembre 2017 s'élève à 104 personnes et se décompose comme suit :

- Catégorie des Cadres : 52 personnes
- Catégorie des ETAM : 52 personnes

- Catégorie des Ouvriers : Néant

C) IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE

Au 31 décembre 2017, la société BORALEX S.A.S. était filiale de la société Boralex Europe dont la participation s'élevait à 100 % du capital. La société Boralex Europe SARL (39 Avenue J.F. Kennedy – L-1855 Luxembourg) est elle-même filiale de Boralex Inc qui détient 100% des parts.

Boralex Europe SARL

- Forme : Société anonyme à Responsabilité Limitée
- Capital : 131.962.641 euros

Adresse

39 Avenue J.F. Kennedy – L-1855 Luxembourg.

- L'entité consolidante est la société Boralex Inc au Canada.

XII – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017

Voir continuité d'exploitation.

BORALEX

Société Par Actions Simplifiée
Au capital de 7 486 000 Euros
Siège social : 71, rue Jean Jaurès
62575 BLENDÉCQUES

424 442 762 RCS BOULOGNE SUR MER

AFFECTATION DU RESULTAT
TELLE QU'ELLE A ETE PROPOSEE PAR LA PRESIDENCE
ET ADOPTEE PAR L'ASSOCIEE UNIQUE
LE 29 JUIN 2018

Exercice clos le 31 décembre 2017

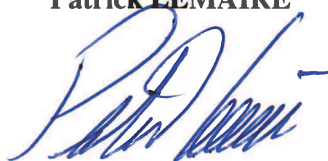
.....
DEUXIEME DECISION

L'associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2017 d'un montant de 10 160 818,55 € au compte "Report à Nouveau".

L'associée unique, pour répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts, rappelle qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes, au titre des trois exercices précédents.

.....

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Patrick LEMAIRE



BORALEX
0002 424442762
71 RUE JEAN JAURES
62575 BLENDÉCQUES

**Procuration du représentant légal
Désignation du mandataire de certification
Certificat électronique CERTIGREFFE**

Je, soussigné(e) ☐ Mme ☐ Mlle ☒ M DECASTRE PATRICK
En ma qualité de :
de l'organisme : BORALEX

mandate ☒ Mme ☐ Mlle ☐ M LEGRIS COLIN NATHALY
Direction / Service :
Fonction :
Adresse professionnelle : 21 RUE DE L'ECOLE
Code postal : 62380 Ville : SETQUES
Adresse e-mail : nathaly.colin@boralex.com
Téléphone fixe : 0321880727
Téléphone mobile : 0668916589
Fax : 0321889392

Le mandataire de certification désigné ci-dessus dont je suis civilement responsable est habilité à demander des certificats électroniques CERTIGREFFE et à signer les contrats d'abonnement au service de signature électronique correspondants, au nom de l'organisme et des membres dudit organisme dont je suis représentant légal.

Le mandataire de certification désigné ci-dessus s'engage à respecter et à faire respecter l'ensemble des dispositions contractuelles et des procédures CERTIGREFFE conformément au contrat d'abonnement au certificat électronique CERTIGREFFE du GIE Infogreffe.

Le dit mandataire est autorisé (rayer les mentions inutiles) :

- à accomplir tous actes nécessaires à l'émission, la gestion, la révocation de tous certificats électroniques qui auront été émis à sa demande et sous sa responsabilité.
- à conclure le (ou les) contrat(s) d'abonnement au service de Signature Electronique CERTIGREFFE et à procéder à toutes modifications écrites ultérieures.
- à venir chercher les certificats CERTIGREFFE

La présente procuration prend effet à compter de ce jour et sera valable jusqu'à l'expiration du dernier certificat en cours de validité détenu par l'organisme, sauf substitution du mandataire de certification dûment signalée par le représentant (ou responsable) légal et portée à la connaissance de INFOGREFFE.

Bon pour pouvoir
du représentant légal (*)
Le 02/08/2018
Signature:



BORALEX S.A.S.

71, rue Jean Jaurès
62575 BLENDÉCQUES
Tél. 03 21 88 07 27 - Fax 03 21 88 93 99
BOULEVARD DE LA LIBÉRATION 62575 BLENDÉCQUES

Cachet de l'entreprise où figurent les mentions légales

* joindre une copie d'un justificatif d'identité du représentant légal

Bon pour acceptation du pouvoir
par le mandataire de certification
Le 02/08/2018
Signature:

Bon pour acceptation
du pouvoir par le
mandataire de
Certification.

